

Harry S. Truman, Mémoires

Légende: Dans ses Mémoires, Harry S. Truman, ancien président des États-Unis, évoque les raisons de la mise en place d'une aide économique américaine en faveur de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Source: TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume II: Années d'épreuve et d'espérance. Paris: Plon, 1956. 358 p. p. 129-141.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-3e26e94f-7f18-4cd9-82f4-8b50e3fb95c0.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

Jamais encore au cours de l'histoire, une nation ne s'était trouvée en face d'une tâche aussi gigantesque que celle des Etats-Unis, qui devaient à eux seuls relever et sauver les vainqueurs aussi bien que les vaincus. La reddition sans condition des puissances de l'Axe n'amena ni détente ni repos pour notre peuple qui se trouvait dans l'obligation, généreusement consentie d'ailleurs, de faire tous les sacrifices supplémentaires qui seraient indispensables pour assurer la paix. Nous sortions de la plus destructrice de toutes les guerres : il n'y avait pas eu de front de bataille et les populations civiles avaient malheureusement servi de cible au moins autant que les forces armées, parce qu'elles faisaient partie intégrante des centres industriels et économiques qui jouent un rôle essentiel dans une guerre totale.

Les attaques contre les agglomérations usinières, le bombardement des moyens de transport, des services publics et des installations complexes qui sont à la base de notre civilisation moderne avaient saigné à blanc une économie déjà épuisée par les besoins dévorants des forces armées.

Des nations, voire même des continents entiers, devaient être tirés du chaos et si la vie économique de ces vastes régions ne pouvait pas être ramenée à un niveau normal, il serait impossible de rétablir la paix dans le monde.

Au cours des deux premières années qui suivirent le jour V.J, les Etats-Unis ont déboursé plus de 15 milliards de dollars en prêts et subventions pour l'aide aux victimes de la guerre. Nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour empêcher la famine, la maladie et les souffrances ; nous avons fourni une aide substantielle pour rétablir les communications et les transports et nous avons aidé à reconstruire les systèmes économiques en ruine dans les grands pays les uns après les autres.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un vainqueur était prêt à relever le vaincu aussi bien qu'à aider ses amis : telle était en effet l'attitude des Etats-Unis. Mais l'un de nos alliés considérait la victoire avec une âme de conquérant.

Les Russes voulaient 20 milliards de dollars au titre des réparations et je leur avait dit à Potsdam que nous n'avions pas l'intention de payer la note, comme nous l'avions fait dans une si large mesure après la première guerre mondiale; or, c'était la seule façon dont ils auraient pu s'assurer de ces réparations à l'époque, puisque les vaincus étaient anéantis. Nous préférons de beaucoup accorder des subventions pour le relèvement de nos alliés et même de nos anciens ennemis. Au contraire, les Russes, partout où ils étaient en mesure de le faire dépouillaient le pays qu'ils occupaient, qu'ils fussent amis ou ennemis, de tout ce qui pouvait s'emporter. La Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie sont des exemples frappants du sort heureux qui attend ceux qui ont aidé les Soviétiques ingrats.

L'aide que nous avons fournie, qui a évité des tragédies sans nom et amorcé les premiers progrès vers un retour à la normale dans bien des régions du monde, était parfaitement en harmonie avec le caractère américain et la nouvelle responsabilité des U.S.A. devant l'histoire. Aider les peuples en détresse n'est pas seulement une tradition de notre pays, c'était aussi une mesure essentielle pour notre sécurité. En reconstruisant l'Europe et l'Asie, nous aidions à établir ce sain équilibre économique qui est indispensable à la paix du monde.

Toutefois, en 1947, après deux années de secours d'urgence substantiels encore que fragmentaires, il devint apparent qu'un programme plus vaste et plus complet était nécessaire si l'on voulait restaurer l'économie européenne. Le facteur temps était essentiel, parce que l'Occident se trouvait désormais exposé à la pression toujours plus forte de l'impérialisme communiste, mais en même temps, j'étais persuadé qu'aucune aide américaine, si considérable fût-elle, ne pourrait suffire à rétablir la santé de l'Europe d'une manière durable, si les nations du vieux continent ne s'efforçaient pas de guérir elles-mêmes certains de leurs maux économiques chroniques. C'est dans cet esprit que je recherchai quelque méthode pour encourager les peuples d'Europe à se lancer dans une entreprise commune qui les amènerait éventuellement à pouvoir

s'aider eux-mêmes de façon efficace.

Pendant l'automne de 1946, le comité de coordination Etat-Guerre-Marine fut prié de participer à cette étude et de proposer des recommandations pour les mesures à prendre. Il me semblait désormais que l'expérience acquise avec le programme d'aide à la Grèce et à la Turquie nous fournissait une base pour préparer un plan d'assistance économique à nos alliés mal en point.

[...]

Nous avons envoyé de la nourriture en Europe, mais des millions d'êtres y souffraient encore de la faim. Nous avons consenti des prêts aux nations du vieux continent, mais la guerre avait provoqué un tel chaos dans le commerce et l'industrie que les sommes allouées s'étaient avérées beaucoup moins efficaces que nous l'avions espéré. J'étais particulièrement troublé parce que le prêt à la Grande-Bretagne n'avait pas porté les fruits que nous en attendions.

Il ne se passait pas de jours que des rapports détaillés émanant des services de notre gouvernement ne fussent posés sur mon bureau pour me dépeindre les conditions de vie régnant à l'extérieur. Un flot intarissable d'appels lancés par les chefs de maints pays étrangers menaçait de submerger Washington; pratiquement tous exprimaient les plus graves inquiétudes sur la situation économique et les points que le communisme pourrait marquer si la tendance n'était pas renversée. Le 26 avril, lorsque le secrétaire Marshall revint de Moscou, où il avait assisté à la conférence des ministres des Affaires étrangères, il se montra des plus pessimistes. Il était allé en U.R.S.S. avec l'espoir de convaincre les Russes que les Etats-Unis travaillaient pour la paix, mais ses interlocuteurs ne s'intéressaient qu'à leurs propres plans et ils étaient froidement résolus à exploiter l'état où se trouvait l'Europe sans défense pour propager le communisme, bien plutôt qu'à coopérer avec le reste du monde.

Son rapport ne fit qu'ancrer davantage ma conviction : nous n'avions pas une minute à perdre pour trouver le moyen de relever l'Europe.

[...]

Ce qu'il avait discerné dans les plans que lui avaient soumis les services de son ministère, c'était l'importance de l'unité économique en Europe. Si les nations du vieux continent se laissaient convaincre et recherchaient leurs propres solutions pour résoudre en commun les problèmes économiques d'une Europe considérée comme un tout, au lieu de les fragmenter dans les limites trop étroites de chaque pays, l'aide des Etats-Unis serait plus efficace et les forces de tout ce grand corps revenu à la santé, mieux soutenues.

C'était précisément la méthode à laquelle je pensais et mes vues s'harmonisaient parfaitement avec celles de Marshall. J'avais l'impression que, au-delà des considérations économiques, l'idée de la coopération ferait naître une confiance et des espoirs nouveaux parmi les nations européennes, ce qui fournirait un argument réaliste à opposer à la tentation communiste du désespoir.

Cette conception, en tant que moyen de résoudre le problème européen, fut exprimée pour la première fois en public à Cleveland (Mississippi), le 8 mai 1947, lorsque le sous-secrétaire d'Etat, Dean Acheson, prononça un discours qui pourrait être appelé le prologue du plan Marshall. Primitivement, c'était moi qui devais prendre la parole à cette réunion, mais comme j'avais d'autres engagements, j'avais prié Acheson de me remplacer ; son allocution contenait les éléments essentiels de la proposition qui devait être développée à fond un mois plus tard par Marshall.

Le point essentiel de son intervention était l'insistance avec laquelle il soulignait que le relèvement de l'Europe devrait être traité comme un tout indivisible. Il mettait également en relief la corrélation étroite qui existe entre la nourriture et la liberté. «La guerre ne sera pas finie tant que les peuples du monde ne pourront pas se nourrir et s'habiller décentement, ni envisager l'avenir avec quelque confiance.» Il faisait ensuite le point de nos efforts passés dans le domaine de l'assistance et faisait remarquer que de nouveaux sacrifices financiers seraient nécessaires pour établir un programme plus complet. Un tel usage de nos ressources en

denrées et en argent aiderait à préserver nos propres libertés et nos institutions démocratiques, parce qu'il contribuerait à la sécurité de notre nation dans la mesure où il élargirait les marges économiques sur lesquelles la dignité humaine et les institutions libres à l'étranger s'efforçaient de survivre.

A l'époque, le discours d'Acheson ne reçut pas l'attention qu'il méritait, bien qu'il contînt l'amorce des propositions faites ensuite à Harvard par le secrétaire Marshall. Le 5 juin 1947, ce dernier définit, devant un auditoire d'étudiants qui venaient de recevoir leurs diplômes, la ligne d'action que les Etats-Unis devraient suivre pour résoudre la crise européenne.

[...]

Telle était donc notre proposition : que les pays d'Europe adoptent en commun un plan coopératif pour utiliser au maximum les moyens de production du continent, plan qui serait soutenu par toute l'assistance matérielle que nous pourrions fournir pour assurer son succès.

J'avais désigné cette idée sous le nom de «plan Marshall» lorsqu'elle avait été discutée dans nos réunions, parce que je voulais qu'il en eût tout le mérite, étant donnée la contribution qu'il avait apportée à cette mesure dont il avait formulé les lignes essentielles avec tant de sûreté. Et c'était lui qui avait su discerner l'immense portée de cette tentative, lui qui avait senti toute sa valeur spirituelle aussi bien qu'économique. C'est à juste titre que l'histoire associera toujours son nom avec ce programme qui a aidé à sauver l'Europe du désastre économique et l'a libérée de la menace d'esclavage que le communisme russe faisait peser sur elle. Presque aussitôt après l'exposé de cette conception dans le discours de Harvard, l'expression «plan Marshall» devint monnaie courante dans la presse et la radio des Etats-Unis, aussi bien que dans les autres pays du globe et je fus heureux de constater que le nom du général était devenu le symbole de toute l'entreprise.

[...]

La réaction provoquée par son intervention fut immédiate et elle électrisa le monde entier. Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, donna le ton et, rapidement suivi par le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault, informa le secrétaire Marshall que son gouvernement était prêt à prendre une initiative du genre de celle qui avait été suggérée. Londres et Paris envoyèrent des invitations à toutes les nations européennes, Espagne exceptée, pour réunir une conférence qui s'efforcerait de mettre au point un programme complet de redressement.

La réaction de la Russie fut, elle aussi, immédiate et pendant un court laps de temps il sembla que la proposition Marshall n'aurait pas pour seule conséquence le relèvement économique, mais aussi le relèvement du rideau de fer. Chose assez surprenante, M. Molotov accepta de se rendre à une réunion préliminaire lors de laquelle Bevin et Bidault se proposaient de préparer l'ordre du jour et la procédure des séances plénières de la conférence. Toutefois l'ambassadeur Bedell Smith nous fit savoir de Moscou que Molotov n'avait pas la moindre intention d'apporter son concours à une entreprise constructive, ce en quoi il voyait juste, d'ailleurs. Le ministre soviétique n'avait qu'une idée : essayer d'exploiter la situation pour le plus grand bien de la propagande russe et il s'efforça d'amener Bevin et Bidault à demander aux Etats-Unis le chiffre exact, à un dollar près, du montant total de l'aide sur laquelle l'Europe pourrait compter. Bien entendu, le département d'Etat eût été contraint de répondre que nous ne pouvions pas prendre un engagement sous cette forme, ce qui eût permis aux Soviétiques de proclamer à la face du monde que nous cherchions des échappatoires pour ne pas tenir nos promesses.

Selon la formule d'un observateur diplomatique français : «Les Soviétiques veulent mettre les Etats-Unis dans une position telle qu'il leur faudra ou bien distribuer des dollars avant qu'il y ait vraiment un plan, ou refuser carrément d'avancer le moindre crédit.» A la même époque, Georges Bidault déclarait à notre ambassadeur : «Il est clair que Molotov ne souhaite pas le succès de cette entreprise, mais d'un autre côté ses satellites affamés se lèchent les babines dans l'espoir d'attraper un peu de votre argent. Il est visiblement embarrassé.»

De fait, aussi bien la Pologne que la Tchécoslovaquie acceptèrent de se rendre à la conférence à laquelle

elles étaient évidemment très désireuses de participer. Mais dans un geste théâtral, le Kremlin leur donna l'ordre de refuser les invitations et Molotov quitta Paris en tonnant contre le capitalisme et les Etats-Unis.

Lors de l'ouverture de cette conférence, le 12 juillet 1947, seize nations étaient représentées à Paris ; l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Turquie et le Royaume Uni. Bien que l'Allemagne occidentale ne fût pas représentée officiellement, ses besoins et la contribution qu'elle pourrait apporter à un plan d'ensemble furent pris en considération par la conférence.

Le rapport sur cette réunion fut transmis le 22 septembre au secrétaire Marshall qui le posa deux jours plus tard sur mon bureau avec un certain nombre de documents qui s'y rapportaient. Il décrivait la situation économique de l'Europe et indiquait la mesure dans laquelle les pays participants estimaient pouvoir résoudre leurs problèmes par des efforts individuels ou conjugués. Après avoir étudié ces estimations, le rapport évaluait la proportion dans laquelle les seize nations pourraient payer les importations dont elles auraient besoin.

[...]

Je mis mes visiteurs au courant des détails du rapport et leur dis que, selon toute apparence, il faudrait 580 millions de dollars pour faire face aux besoins immédiats de l'Europe jusqu'au 31 mars de l'année suivante, le plan proposé ne pouvant être mis en œuvre avant cette date au plus tôt. Je demandai alors au présidents des commissions du Sénat et de la Chambre pour les relations extérieures, les affaires étrangères et les crédits, d'accorder toute leur attention à la nécessité d'une aide rapide à l'Europe occidentale et nous évoquâmes la possibilité de rappeler le Congrès pour qu'il étudiât ce problème.

Le 1^{er} octobre, des lettres personnelles furent envoyées aux présidents des commissions intéressées pour leur demander de considérer cette affaire comme des plus urgentes, étant donnée surtout l'aggravation régulière de la situation en France et en Italie. Le Congrès fut convoqué en session extraordinaire pour le 17 novembre ; le 23 octobre, je rencontrai les chefs des assemblées et leur dis que j'avais pris cette décision en partie pour que le Congrès pût adopter des mesures en vue d'arrêter la montée en flèche des prix sur le marché intérieur américain, mais surtout pour qu'il recherchât les moyens de résoudre la crise en Europe orientale.

Le lendemain soir, je prononçai à la Maison Blanche une allocution radiodiffusée et déclarai que nous envisagions certes un programme à long terme pour aider au relèvement de l'Europe, mais qu'il nous faudrait d'abord tirer certaines nations d'un péril immédiat. «Le danger le plus imminent existe en France et en Italie. Si la structure économique de ces deux pays s'effondre et si leur peuple succombe aux pressions totalitaires, nous n'aurons plus le loisir, ni eux ni nous, d'attendre la réussite de leur redressement qui est si essentiel pour la paix mondiale.»

Dans le même ordre d'idées, lorsque la session extraordinaire du Congrès s'ouvrit, je soulignai fortement qu'une aide fragmentaire destinée à aveugler les brèches les plus dangereuses ne saurait en aucune façon remplacer un plan à long terme, complet et équilibré, mais qu'il nous fallait fournir cette assistance immédiate si nous ne voulions pas voir la base même de notre programme détruite avant qu'il ait pu être mis en œuvre.

Le 19 décembre 1947, j'envoyai au Congrès un message qui exposait le rôle que devraient jouer les Etats-Unis dans un plan d'ensemble pour le relèvement de l'Europe.

Dans l'élaboration de ce programme certaines considérations capitales ont toujours été présentes à notre esprit :

1° Ce projet est destiné à rendre possible un véritable relèvement dans un laps de temps déterminé et non pas à prolonger indéfiniment l'attribution de secours.

2° Il est destiné à garantir que les fonds et les denrées que nous fournirons seront utilisés de la manière la plus efficace pour le redressement de l'Europe.

3° Il est destiné à réduire au minimum la charge financière qui incombera aux Etats-Unis, mais en même temps à éviter d'imposer aux pays européens des dépenses écrasantes qu'ils ne pourraient supporter longtemps sans être définitivement ruinés.

4° Il est destiné à économiser dans toute la mesure du possible les ressources matérielles des Etats-Unis et à réduire autant que faire se pourra les répercussions sur notre économie de l'aide fournie à l'Europe.

5° Il est conçu de manière à être compatible avec les autres relations et responsabilités internationales des Etats-Unis.

6° L'administration du programme est conçue de manière à assurer l'exécution de cette grande entreprise de notre politique étrangère avec sagesse et efficacité.

J'avisai le Congrès que tous ces travaux devraient être faits en prenant pour base un délai de quatre ans, qui était celui que nous assignions à un relèvement pratiquement complet de l'Europe. La dépense totale, étalée sur ces quatre ans, avait été estimée à 17 milliards de dollars ; je demandai donc à l'assemblée de voter les crédits nécessaires et de permettre avant le 1^{er} avril 1948 l'utilisation de 6 800 millions de ce total pour couvrir la période initiale (la plus critique) des quinze mois allant jusqu'au 30 juin 1949.

Ces sommes paraissaient gigantesques et elles l'étaient bien en réalité ; mais comparées au coût de la deuxième guerre mondiale, elles étaient minimes. En réalité, les fonds qui devaient être consacrés au rétablissement d'un niveau de vie décent en Europe ne représentaient guère que le 1/5^e de ceux qui avaient été dépensés pour vaincre l'Axe et moins de 3% de notre revenu national pendant la durée de l'exécution du programme. Les évaluations des experts indiquaient que cette entreprise n'imposerait pas des charges exagérées au public américain.

[...]

Ma demande fut prise en considération par le Congrès avec toute la rapidité possible, mais nos législateurs réduisirent le montant total qui leur avait été proposé. Trois mois et demi plus tard, le 2 avril 1948, je signai la loi sur le redressement européen votée par le Congrès et trois jours après j'annonçai la nomination de Paul G. Hoffman au poste d'administrateur à la coopération économique, avec rang de ministre.

[...]

La tâche que nous avons entreprise fut parachevée et le relèvement économique réalisé avec un plein succès, sans qu'il en coûtât autant qu'il avait été prévu. J'avais dit au Congrès que 17 milliards de dollars répartis sur une période de quatre ans seraient nécessaires pour mener à bien la besogne : il en suffit de 13.

Le plan Marshall passera à la postérité comme l'une des contributions essentielles apportées par l'Amérique à la cause de la paix mondiale. Je crois qu'aujourd'hui l'univers se rend compte que sans lui il eût été difficile à l'Europe occidentale d'échapper à la tyrannie du communisme.

[...]